



CAISSE
D'ÉPARGNE

ess
France

Chambre
française
de l'Économie
Sociale et
Solidaire

CONJONCTURE DE L'EMPLOI DANS L'ESS EN FRANCE

SITUATION AU 2^{ÈME} SEMESTRE 2025

Pour rappel, l'ESS en France c'est :

2,7
millions
de salariés

13,4 %
des emplois salariés
du secteur privé

147 000
entreprises employeuses
sur tous les territoires

EDITORIAL



Benoît Hamon
Président d'ESS
France

“ Cette note de conjoncture confirme, hélas, les signaux d'alerte que nous relayons depuis plusieurs mois : le retournement de tendance amorcé en début d'année est désormais acté. L'ESS, traditionnellement résiliente face aux crises, a détruit des emplois au cours du second semestre 2025. Les perspectives ne sont guère plus encourageantes : le monde mutualiste anticipe une année 2026 plus difficile encore, tandis que le secteur associatif subit de plein fouet l'incertitude des finances publiques. Derrière le recul de l'emploi dans la culture, l'action sociale ou l'aide à domicile, se profile un risque majeur de disparition de services essentiels. Si le monde lucratif grignote des parts de marché dans l'enseignement, ailleurs, c'est bien la présence territoriale et la qualité de l'accompagnement qui vacillent. Au-delà des statistiques, c'est la cohésion sociale qui est fragilisée. Plus que jamais, la mobilisation est une nécessité pour préserver ce précieux rempart de solidarité. »



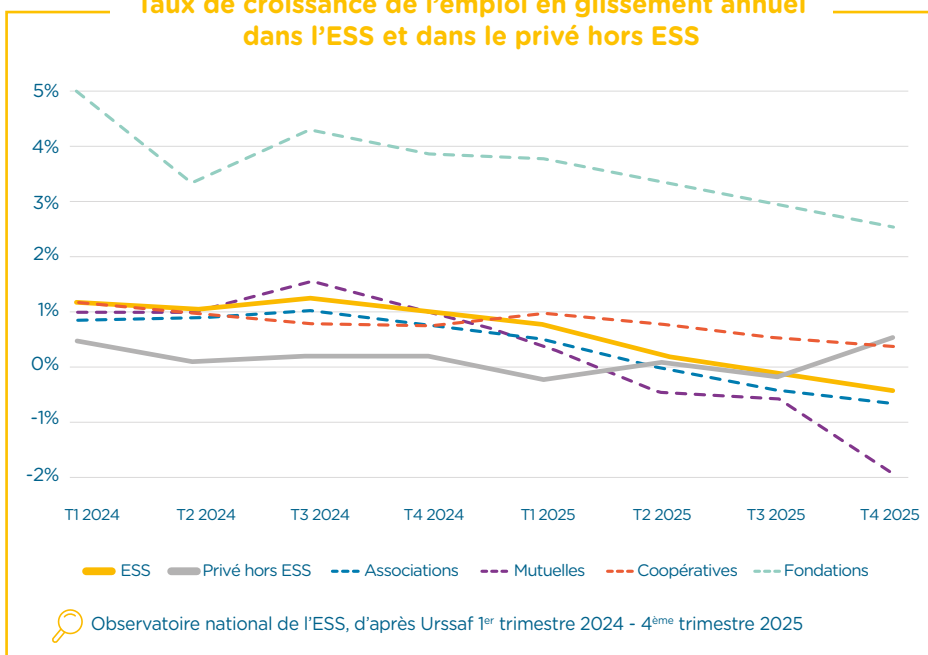
L'ESS PERD DES EMPLOIS

- 10 447



c'est le solde net
d'emplois dans
l'ESS sur un an à fin
décembre 2025

Taux de croissance de l'emploi en glissement annuel
dans l'ESS et dans le privé hors ESS



Le second semestre 2025 marque un tournant préoccupant pour les effectifs de l'ESS. Alors qu'elle n'avait plus connu de pertes nettes d'emplois depuis le cœur de la pandémie en 2020, la tendance s'est inversée : au recul de -0,15% enregistré au troisième trimestre a succédé une baisse plus marquée de -0,46% en fin d'année, prolongeant et aggravant le ralentissement déjà amorcé.

Ce mouvement de décrue est majoritairement alimenté par les associations, qui perdent plus de 12 305 postes. L'emploi mutualiste n'est pas épargné : il signe son troisième trimestre consécutif de baisse avec 2 465 postes supprimés. Proportionnellement, il s'agit de la famille de l'ESS la plus impactée, affichant un repli de 1,95% sur le dernier trimestre.

La croissance des fondations demeure positive (+2,99% au T3 puis +2,52% au T4), mais on observe une nette décélération. Cette perte de vitesse se traduit par une baisse du volume de créations nettes, qui chute à 3 684 emplois au dernier trimestre, loin des 5 400 enregistrés lors du premier trimestre 2025.

Les coopératives continuent de créer des emplois au troisième (+0,52%) et quatrième trimestre (+0,36%) traduisant là aussi une dynamique de ralentissement.

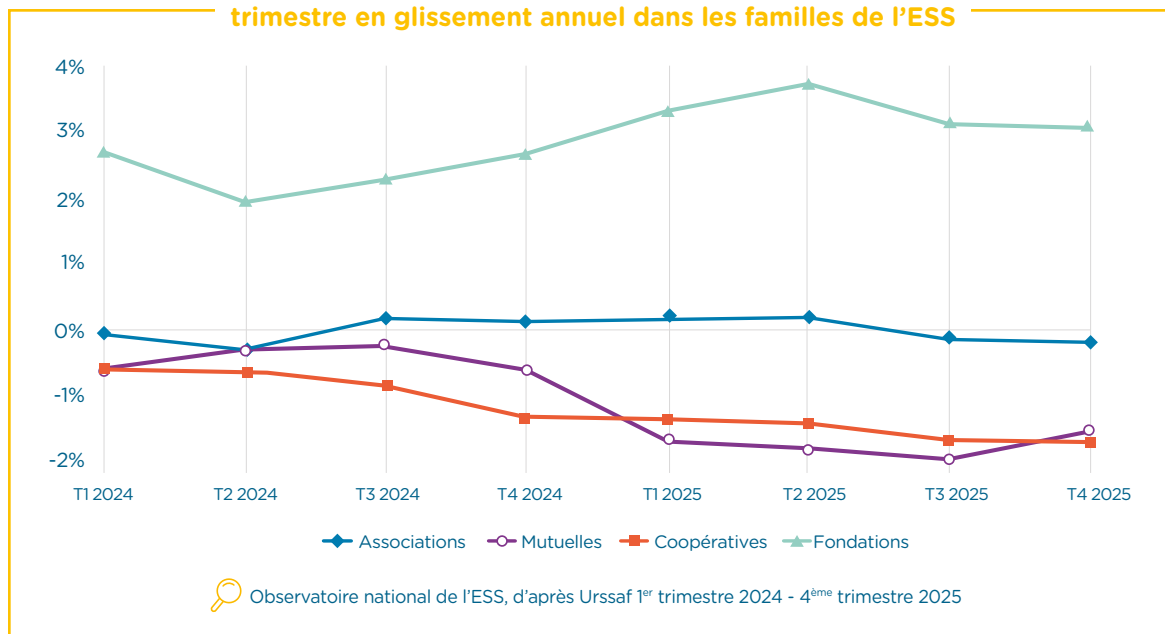
Tandis que l'ESS recule, le privé hors ESS gagne du terrain avec une hausse de 0,53%. En dépassant largement sa performance du deuxième trimestre (+0,04%), l'économie dite conventionnelle porte désormais la dynamique de l'économie française, marquant une étape de « consolidation modérée, croissance ravivée ».¹



CONTRACTION DU NOMBRE D'ÉTABLISSEMENT MALGRÉ L'ESSOR DES FONDATIONS

L'érosion du parc d'établissements de l'ESS se poursuit avec un recul de -0,19%. Cette tendance est particulièrement marquée chez les coopératives (-1,68%) et les mutuelles (-1,52%). À contre-courant, les fondations confirment leur solide dynamique : leur mouvement de création, ininterrompu depuis 2014, se maintient avec une hausse de +3,09% au quatrième trimestre 2025.

Taux de croissance du nombre d'établissements par
trimestre en glissement annuel dans les familles de l'ESS



DES PERTES D'EMPLOI AVEC DES DIFFÉRENCES SECTORIELLES MARQUÉES

Le recul de l'emploi associatif s'accroît en fin d'année 2025, marqué par une baisse de -0,68% au quatrième trimestre. Ce repli est porté par des pertes massives dans les services d'information, qui voient leurs effectifs fondre de plus d'un tiers (-37,4%), ainsi que dans la mise à disposition de ressources humaines. Quelques secteurs font exception, comme les activités juridiques ou d'assurance, mais leur apport reste insuffisant pour inverser la tendance globale.

Le constat est tout aussi préoccupant pour les mutuelles, dont la chute s'accroît à -1,95% au T4, frappant directement leur cœur de métier.

Le secteur coopératif présente une situation plus nuancée : le recul dans la finance est partiellement compensé par de légers gains dans la construction et l'ingénierie.

Seules les fondations parviennent à maintenir le cap avec une croissance dépassant les 2,5% au second semestre. Cependant, même pour ce pilier de l'ESS, l'heure est à la décélération, confirmant un essoufflement généralisé de ce mode d'entreprendre.



ASSOCIATIONS

- 0,68 %
d'emplois
soit - 12 305 postes



COOPÉRATIVES

+ 0,36 %
d'emplois
soit 640 postes
supplémentaires



MUTUELLES

- 1,95 %
d'emplois
soit - 2 465 postes



FONDATIONS

+ 2,52 %
d'emplois
soit 3 684 postes
supplémentaires



SALAIRE : UN REBOND AU QUATRIÈME TRIMESTRE AVEC DES SPÉCIFICITÉS RÉGIONALES

Le quatrième trimestre 2025 offre une bouffée d'oxygène aux salariés de l'ESS : le salaire moyen par tête progresse de 1,2%, repassant au-dessus d'une inflation redescendue à 0,8%. Ce rebond ne suffit pourtant pas à combler l'écart avec le reste du secteur privé, dont les salaires progressent plus rapidement.

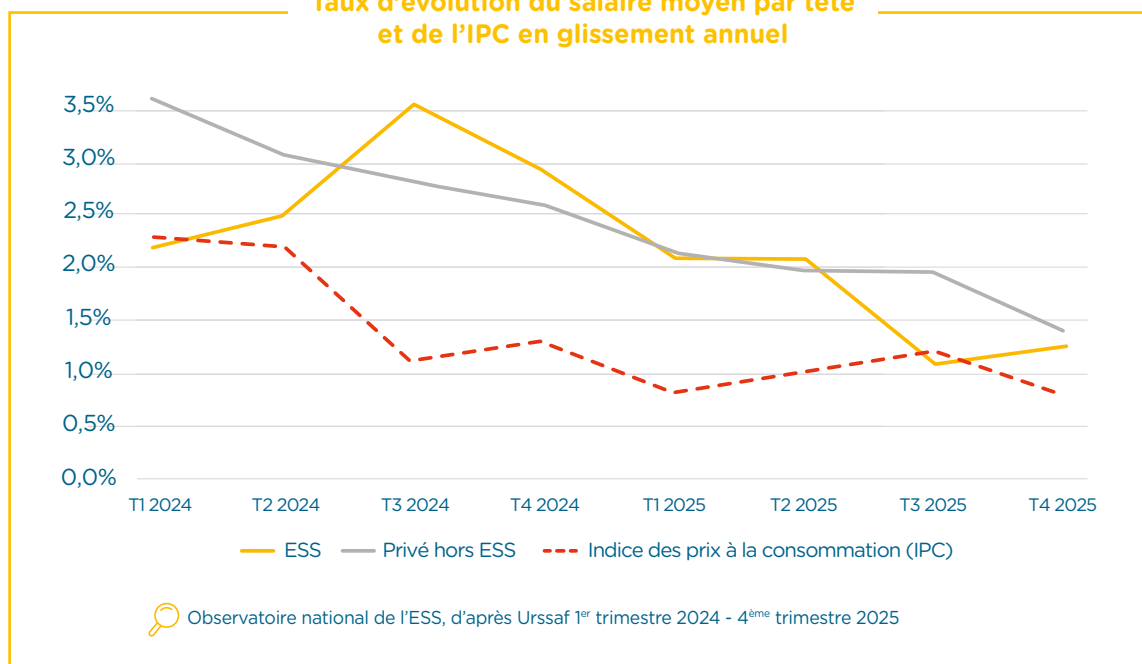
Le paysage salarial de l'ESS reste très hétérogène. Si les coopératives et les mutuelles offrent des rémunérations supérieures à la moyenne du privé (autour de 3500 €), les associations stagnent à un niveau nettement inférieur (2325 €).

C'est en Île-de-France (3095 €), puis en Guyane (2543 €) et Guadeloupe (2536 €) que les salaires de l'ESS sont les plus élevés au quatrième trimestre

2025. Avec des salaires inférieurs à 2350 €, les salaires de l'ESS ont les niveaux les plus bas en Haut-de-France, Occitanie, Bourgogne-Franche-Comté et Normandie.

Avec un taux d'évolution de 2,9%, la Guyane se détache nettement comme la région où les salaires de l'ESS progressent le plus vite. Par contre, avec une croissance de 0,4% et 0,5%, la Corse et la Guadeloupe connaissent une évolution des salaires inférieure à l'évolution de l'inflation au niveau national.

Taux d'évolution du salaire moyen par tête et de l'IPC en glissement annuel





DYNAMIQUES D'EMPLOIS DANS LES PRINCIPAUX SECTEURS DE L'ESS



SANTÉ

+ 2 766
emplois

+1,3%

La croissance des effectifs continue mais le rythme ralenti, porté par les activités de médecines spécialistes (+5,3%) ainsi que les activités hospitalières (+2,1%).



Solde net et évolution de l'emploi en glissement annuel entre le 4^{ème} trimestre 2024 et le 4^{ème} trimestre 2025



Secteurs définis à partir de la Nomenclature d'Activité Française (NAF) de l'Insee

HÉBERGEMENT SOCIAL ET MÉDICO-SOCIAL



+ 2 427
emplois

+0,5%

L'hébergement médicalisé pour personnes âgées termine l'année avec une légère croissance (+0,7%). Le secteur de l'hébergement social pour enfants en difficultés poursuit sa solide dynamique d'accroissement des effectifs (+2,2%)

COMMERCE

Les emplois dans le commerce de gros poursuivent leur progression (+1,9) tout comme les emplois des activités de commerce de détail (+1,8%).

+ 701
emplois

+2%



- 139
emplois

-0,1%



ACTIVITÉS FINANCIÈRES ET D'ASSURANCE

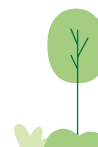
Les activités auxiliaires de services financiers fondent (-8,8%). Cette baisse est presque intégralement compensée au niveau du secteur par la croissance des activités financières hors assurance (+0,7%), numériquement plus nombreuse.

HÉBERGEMENT ET RESTAURATION

La baisse de l'emploi de ce secteur provient de l'hébergement touristique (-1,9%) et de l'hôtellerie (-3,0%). La restauration collective sous contrat est, a contrario, en très nette progression (+13,6%)

- 282
emplois

-1,1%





DYNAMIQUES D'EMPLOIS DANS LES PRINCIPAUX SECTEURS DE L'ESS

ARTS & SPECTACLES

La baisse du secteur s'explique surtout par la baisse dans les arts du spectacle vivant (-4,1%), la gestion des salles de spectacle perd aussi des emplois (-2,3%).



- 1 256
emplois

- 3,1%



SPORTS ET LOISIRS

Les activités récréatives et de loisirs tirent le secteur vers le bas (-1,9%). Les activités des clubs de sport (-0,93%) et les autres activités liées au sport (-1,5%) perdent aussi des effectifs.

- 1 457
emplois

- 1,1%



AIDE À DOMICILE

Les structures de l'aide à domicile de l'ESS continuent à perdre des emplois à un rythme qui s'est accéléré tout au long de l'année. Les effectifs des entreprises privées hors ESS maintiennent leur dynamique (+4,0% sur un an).



- 1 723
emplois

- 0,8%



- 2 807
emplois

- 0,6%



ACTION SOCIALE SANS HÉBERGEMENT (HORS AIDE À DOMICILE)

L'action sociale sans hébergement non classé ailleurs qui comporte des activités comme la médiation sociale, l'aide à l'accès au droit ou les centres d'accueil de jour, pèse fortement à la baisse (-2,1%). L'accueil sans hébergement d'enfants et d'adolescents est lui en progression (+2,9%).

ENSEIGNEMENT

La plupart des activités d'enseignement sont en baisse, mais c'est particulièrement l'enseignement culturel (-1,4%) et surtout la formation continue d'adulte (-6,4%) qui subissent les pertes les plus importantes.



- 3 678
emplois

- 1,6%





DYNAMIQUES RÉGIONALES DE L'EMPLOI DANS L'ESS

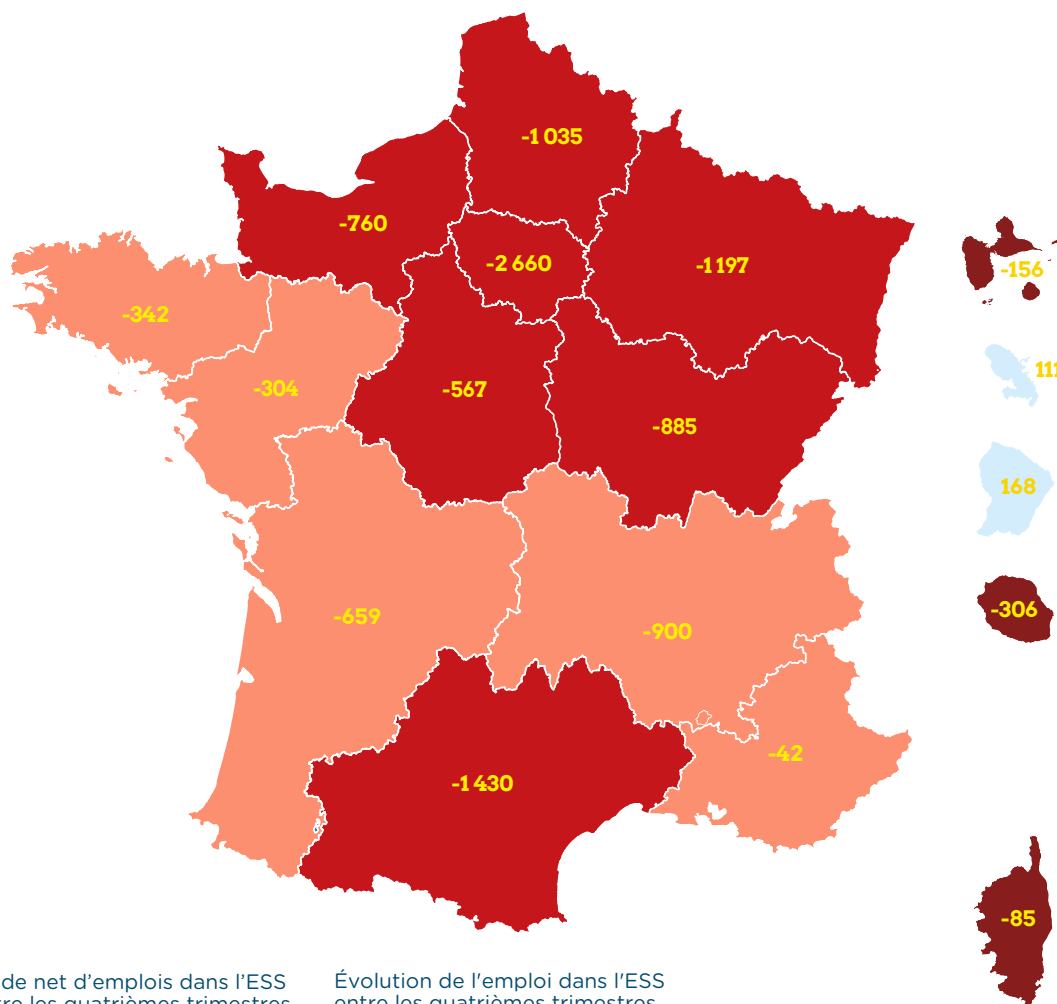
4^{ème} trimestre 2024 - 4^{ème} trimestre 2025

L'ensemble des régions métropolitaines connaissent des baisses d'effectifs allant de -1,1% en Bourgogne-Franche-Comté jusqu'à une quasi-stagnation en Provence-Alpes-Côte d'Azur (-0,0%).

La situation est très polarisée dans les outremer. C'est ici qu'on trouve les deux régions qui créent nettement des emplois de l'ESS avec la Martinique (+0,8%) mais surtout la Guyane (+3,0%) ainsi que les régions qui subissent les baisses les plus fortes avec la Guadeloupe (-1,3%) et la Réunion (-1,1%).



Évolution de l'emploi salarié dans l'ESS en glissement annuel (solde net et évolution)



Solde net d'emplois dans l'ESS
entre les quatrièmes trimestres
2023 et 2024



Évolution de l'emploi dans l'ESS
entre les quatrièmes trimestres
2024 et 2025

- Inférieure à -1%
- Entre -1% et -0,5%
- Entre -0,5% et 0%
- Supérieure à 0%



Observatoire national de l'ESS, d'après Urssaf 2^{ème} trimestre 2024 - 2^{ème} trimestre 2025



MÉTHODOLOGIE GÉNÉRALE

Dans le cadre d'un partenariat entre l'Union nationale de recouvrement des cotisations de Sécurité sociale et d'allocations familiales (URSSAF) et l'Observatoire national de l'Ess, ESS France produit chaque semestre une analyse de la conjoncture de l'emploi dans l'Ess.

Les données analysées sont issues de la base Séquoia de l'Acosse et des Urssaf qui centralise les effectifs et les assiettes salariales issus des obligations déclaratives des employeurs du secteur privé relevant du régime général : le bordereau de cotisations (Brc) et la déclaration sociale nominative (Dsn) qui s'y substitue progressivement depuis mars 2015.

L'effectif salarié correspond au nombre de salariés de l'établissement ayant un contrat de travail au

dernier jour du trimestre. Chaque salarié compte pour un, indépendamment de sa durée de travail. Les données sur les évolutions et les soldes nets d'emplois sont calculées en glissement annuel entre deux trimestres.

Une part (8%) des effectifs salariés de l'Ess relève du régime agricole dont le recouvrement des cotisations sociales est assuré par la Mutualité sociale agricole (Msa), ils sont exclus de cette analyse. Il s'agit dans l'Ess principalement des effectifs salariés du secteur agricole et agroalimentaire, et de certaines entreprises relevant de la Msa (ADMR, Crédit agricole et Groupama par exemple).

Les trimestres considérés sont exprimés à partir de données corrigées de l'URSSAF.



PARTENAIRES DE LA PUBLICATION



Créée en 2014, la **Chambre française de l'économie sociale et solidaire**, dénommée ESS France, assure, au plan national, la représentation et la promotion de l'économie sociale et solidaire (ESS). Elle assure à cet effet, au bénéfice des entreprises du secteur, la représentation auprès des pouvoirs publics nationaux des intérêts de l'ESS.

ESS France est constituée par les organisations nationales représentant les différentes formes statutaires de l'ESS (associations, coopératives, mutuelles, fondations et fonds de dotation, et entreprises commerciales de l'ESS), par des chambres régionales de l'économie sociale et solidaire (CRESS) et tout autre personne morale, de type fédération, réseau, collectif ou regroupement de niveau national qui souhaite s'investir dans ses activités.

ESS France - 34 bis Rue Vignon - 75009 Paris

 www.ess-france.org

@ESS_France



Caisse d'Épargne est un réseau de 15 banques coopératives régionales expertes de l'Économie Sociale et Solidaire (ESS) & de l'innovation sociale. Caisse d'Épargne compte 150 000 associations, fondations, entreprises sociales clientes, auxquelles elle accorde chaque année 1 milliard d'euros de financements (Contrôle de gestion BPCE 2020-2025). 20 000 associations gestionnaires et entreprises de l'ESS sont accompagnées localement par 135 conseillers spécialisés qui leur apportent des réponses sur-mesure. Banque engagée et solidaire, aussi proche de ses clients que de leurs valeurs, Caisse d'Épargne porte une stratégie durable et responsable à travers une politique de RSE ancrée dans son histoire.

La Caisse d'Épargne soutient l'Observatoire national de l'ESS depuis sa création en 2010.

Caisse d'Épargne - BPCE - 7 promenade Germaine Sablon - 75013 Paris

 www.caisse-epargne.fr/associations-ess/

 Suivre l'actualité de l'entrepreneuriat dans l'ESS

